

Compte-rendu INTERNE de la réunion des 9 organisations de retraité·e·s du mercredi 23 novembre 2022 de 10 h à 12 h 15

Toutes les organisations sont présentes. Pour l'UNIRS, Gérard Gourguechon et Patrice Perret.
C'est Bernard Guidou de la CGT, organisation invitante, qui anime.

Ordre du jour :

- Décision sur la vulgarisation de l'excellent travail unitaire réalisé sur le pouvoir d'achat des retraités.
- Point sur le déploiement unitaire envers les élus (Députés et Sénateurs) et les pouvoirs publics sur le PLFSS.
- Réflexion sur les perspectives revendicatives unitaires à tracer ces prochaines semaines sur le triptyque revendicatif (augmentation des pensions, Sécurité sociale et services publics).

- Suivi des décisions antérieures :
 - Conférence de presse nationale tenue après le 17 novembre.
 - Contacts avec les organisations de jeunes, sachant que l'Unef a déjà donné son accord.
 - Travail commun des 9 sur l'ASH souhaité par Solidaires.
 - Reprise des contacts avec les organisations syndicales du secteur de la santé.

Contexte

La CGT introduit le débat. Le contexte est fortement marqué par le pouvoir d'achat, qui concerne particulièrement les retraité·e·s. Notre marqueur est l'augmentation des salaires et des pensions. Nous sommes contre le fait de « réserver des forces pour les retraites » car nous sommes sur une bataille offensive, ce qui est plus facile, et car le lien est très étroit entre les deux thèmes. Nous devons mener la bataille sur le pouvoir d'achat.

Que faire pour alimenter et renforcer le mouvement sur le pouvoir d'achat, sans abandonner le PLFSS et les autres thèmes ? Des actions retraité·e·s sont nécessaires. Le rapport de forces s'appuie sur des actions plus ou moins unitaires le 29 septembre, 18 et 27 octobre, 10 novembre. Les dernières mobilisations étaient trop faibles pour faire bouger le gouvernement. Pourquoi la mobilisation ne s'étend pas alors que les revendications sont partagées ? Comment construire ensemble, à l'unanimité des confédérations, à partir de l'engagement de toutes les organisations de se mobiliser si l'âge de départ en

retraite recule, ou si le nombre d'annuités augmente ? La fin de l'année n'est pas propice à une grande mobilisation, nous devons offrir une perspective en début d'année 2023.

Le 6 décembre est appelé par 6 de nos organisations de retraité·e·s pour des rassemblements devant les locaux du Medef sur la question des retraites complémentaires.

Le comité général de l'UCR-CGT a débattu de l'unité, a confirmé un attachement très fort au G9. Notre existence à 9 pèse de façon positive dans le climat général.

La FSU partage cette analyse, le pouvoir d'achat est prégnant, le climat est anxiogène. Nous ne devons pas attendre la mobilisation sur les retraites ... qui sera préparée par de multiples mobilisations dans les secteurs, notamment sur les incontournables salaires. Une action « retraité·e·s » a sa place mi-janvier.

Des départements ont demandé des audiences, tenu des conférences de presse : Lozère, Charente, Bouches-du-Rhône, Isère, Val de Marne, Vaucluse, ... D'autres rendez-vous sont programmés.

Propositions issues des équipes :

- Une carte postale - pétition sur le pouvoir d'achat car les précédentes ont bien fonctionné.
- La diffusion de nos documents, rendus largement accessibles.
- Un refus de payer les factures d'énergie.
- Publication d'un tract laissant une place (verso) aux revendications locales.

La FSU appelle au 6 décembre face à l'Agirc-Arrco.

La FGR-FP insiste sur la rencontre avec les organisations de jeunesse (56% de la population est jeune ou vieille, mais les pouvoirs publics prennent des décisions pour la minorité des actifs). En janvier, avec la jeunesse, une action originale pourrait porter sur le refus de cette société qui ignore sa jeunesse et ses vieux. Une expression commune (« jeunes » et « vieux ») serait un affichage important face aux discours qui veulent culpabiliser et diviser. Nous voulons la répartition des richesses, alors que les entreprises touchent plus que les dépenses sociales et que la revalorisation annuelle de leurs aides est supérieure.

Les droits au chômage diminuent. Nous subissons tous une offensive réactionnaire, une politique libérale à coups de 49.3, y compris sur le PLFSS, alors que son déficit n'est rien à côté de celui du budget de l'État. Le FMI insiste sur la rigueur.

Pour la protection sociale et les services publics, nous devons prendre le temps d'élaborer une plateforme revendicative commune.

Solidaires approuve le lien entre pouvoir d'achat et retraite, la nécessité de partager les richesses. La politique du gouvernement d'aide aux entreprises ne marche pas, les aides ne font qu'augmenter les dividendes et, derrière, les inégalités. La baisse des recettes fiscales et sociales provoque le déficit, puis un discours sur le déficit se conclut par des économies et de la rigueur. Une action conjointe jeunes et retraité·e·s aurait du sens.

Le G9 est aussi fortement apprécié par les équipes de Solidaires. Le système souple d'actions à 5, 6, 7, 8 ou 9 et parfois 10, sans provoquer des tensions entre nous, est efficace et montre notre entente.

FO partage l'analyse de la situation générale, salaire et retraite sont prioritaires. Macron arrive et augmente la CSG, prépare un régime à points pour raboter les pensions mais a dû abandonner

officiellement. La majorité présidentielle s'est rétrécie à l'Assemblée nationale, ce qui freine la politique du gouvernement, le RN a permis de faire passer des réformes voulues par le gouvernement. Le Haut Conseil de l'Âge n'a pas voté le PLFSS, et c'est grâce à nos organisations.

Le pouvoir d'achat est central, ce qui a été exprimé aussi au niveau européen par la FERPA qui revendique une revalorisation égale au montant de l'inflation. Les Belges ont toujours une échelle mobile des retraites, la Suisse n'en est pas loin. La perspective est de l'obtenir en France. Une action en janvier est souhaitable, elle doit être discutée avec les jeunes.

Les Ehpad sont aussi un sujet sensible, des actions dans des départements s'opposent à des fermetures d'Ehpad et d'hôpitaux. Nous pouvons solliciter l'avis de nos fédérations santé, ainsi que celui des directeurs d'établissements.

Une conférence de presse peut traiter de ces questions.

Agirc-Arrco : FO n'est pas dans l'action du 6 décembre, car des camarades sont impliqués dans la gestion. Mais nous sommes d'accord pour agir contre la récupération des cotisations par l'Accoss, donc par Bercy.

La CFTC approuve une action avec les jeunes en janvier. Le transfert des cotisations à l'Urssaf va supprimer des emplois et générer des problèmes pour les retraité·e·s. Nous revendiquons le paritarisme.

Le 49.3 inquiète les adhérent·e·s. Les 50 et 55 ans seront pénalisés par la réforme de l'assurance chômage. Une tournée des Ehpad permet de découvrir leur réalité.

La LSR a discuté du G9 qui est bien apprécié. Les équipes suivent les actions, les départements innovent dans les initiatives, demandent que l'on évoque plus souvent la culture et les loisirs qui nécessitent des moyens, car les sorties sont indispensables.

La LSR est d'accord pour une action mi-janvier, si possible avec les jeunes.

Le CA de la LSR d'hier a montré son attachement à l'unité et a insisté sur le minimum de revenu pour vivre et sortir, ce qui doit être pris en compte par le G9.

La carte postale représente un bon support pour rencontrer les adhérent·e·s et les retraité·e·s.

L'UNRPA partage l'analyse, insiste pour une action avec les jeunes pour montrer que le gouvernement exclut les personnes non productives.

La perception du G9 n'est pas aussi bonne dans une organisation plus tournée par l'organisation de loisirs et de voyages, ce qui suscite une demande « d'adoucir le langage ». Les aînés ruraux ont été amenés à organiser beaucoup de ludique.

Pour faire comprendre ce que représente le G9, une note récapitulera tout ce qui a été fait.

La complémentaire (une mutuelle) va accorder une augmentation supérieure à l'inflation.

Les revendications portées par les 9 font trop catalogue.

Une grande manifestation à Lure (Haute-Saône) se prépare pour les services publics.

La FSU informe des contacts avec les jeunes. Elle a rencontré plusieurs fois l'UNEF qui est d'accord sur le principe d'une conférence de presse, d'une expression. D'autre part, les retraité·e·s attendent une action pouvoir d'achat. Il faut distinguer les deux.

Elle propose de mettre à disposition son historique du G9.

Une action est prévue le 19 décembre sur les Ehpad. La journée de la LDH du 10 décembre porte sur les personnes âgées.

La CGT signale que, sur les Ehpad, la CNSA prend de plus en plus de place et propose un cadre de coopération avec les ARS pour un service public territorial, qui serait l'éclatement de la gestion des Ehpad. Elle propose une expression vers la CNSA pour leur montrer notre refus d'un éclatement. Au-delà de ce courrier d'alerte facile à rédiger (la CGT enverra un projet), une mobilisation peut être préparée.

Dossier pouvoir d'achat

L'animateur CGT rappelle que nous devons décider de la revendication à mettre à la fin du dossier de quatre pages. Il pense qu'un chiffrage précis n'est pas possible et que nous devons en rester à la demande au gouvernement de prendre des mesures pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat, sachant que le travail réalisé permet de mesurer la perte de pouvoir d'achat depuis plusieurs périodes.

FO rappelle que le communiqué de la FERPA ne chiffre pas une revendication mais demande une

ASH

Solidaires informe qu'une note de 4 pages explique l'ASH comme si la personne qui la reçoit ne connaît rien à l'ASH. Dans Solidaires, les spécialistes de l'ASH ont fait remonter des précisions qui sont

Synthèse de la CGT

L'initiative avec les jeunes est une bonne idée, est-elle possible ? Une rencontre avec eux s'impose avant la fin de l'année pour préciser ce qui est possible, de la conférence de presse jusqu'à une action.

Pour montrer la volonté du G9 d'agir, sans être percuté par les actions confédérales, il est proposé une rencontre unitaire du G9 avant fin de l'année, afin d'approuver un communiqué offensif (projet rédigé par la CGT) qui annoncera que le G9 agira en début d'année sur la pension, la santé, les services publics, ... Entre nous, nous nous fixons au maximum fin janvier.

FO précise que le calendrier est compliqué, les rencontres avec les élu·e·s sont perturbées pas le 49.3, la concertation « fabrique du bien vieillir » va faire flop, ... Nous pourrons réagir dès que les projets du gouvernement seront précisés. La rencontre avec les jeunes est une bonne chose, mais il faut aussi voir les professionnels des Ehpad qui vivent des pratiques scandaleuses.

Solidaires insiste sur la 5^e branche de la Sécu, gérée par la CNSA extérieure à la Sécu : il est visible maintenant que c'était une entourloupe que de faire semblant de la mettre dans la Sécu. Des équipes visitent les Ehpad dans les départements, nous pouvons souhaiter la généralisation de ces visites. Les usagers doivent avoir la parole dans les Ehpad.

revalorisation compensant au moins l'inflation car les situations sont très diverses selon les pays.

Il est décidé, après discussion, que Solidaires termine la partie revendications et ajoute un chapeau de présentation.

Ce dossier sera présenté à la presse, joint au communiqué qui sera décidé lors de la prochaine réunion de décembre.

Chaque organisation le diffusera tel quel à ses équipes qui l'utiliseront comme elles le désirent.

en cours d'intégration. La note sera envoyée très prochainement.

Une partie pourra figurer dans le courrier à la CNSA.

Rencontre santé.

Nous avons rencontré l'intersyndicale santé et diffusé un communiqué commun, puis la covid a rompu le lien. Un travail commun s'avère particulièrement important en ce qui concerne les besoins dans les hôpitaux, la situation dans l'Aide à domicile et dans les EHPAD.

Rien n'est possible pendant les élections professionnelles dans ce secteur, nous devons attendre

pour proposer une rencontre. Chaque organisation utilise ce délai pour tester son secteur sur ce souhait de nouvelle rencontre.

La CGT rédige une note, notamment sur l'évolution insuffisante de l'ONDAM et sur les déserts médicaux (nous revendiquons des centres de santé publics qui acceptent le tiers payant et refusent le dépassement d'honoraires).

Prochaine réunion : lundi 12 décembre à 9 h 30 dans les locaux de la FSU.

Relevé de décisions adopté par les 9 organisations :

Rencontres avec les élu·e·s dans les départements : la FSU transmet sa centralisation commencée sur les contacts avec les élu·e·s aux autres organisations qui complètent pour avoir une vision globale.

Une action spécifique aux retraité·e·s est demandée par les équipes, sans percuter les actions confédérales sur les retraites qui suivront probablement. Pour cela il est décidé :

- Pour montrer leur volonté d'agir, les 9 organisations se réuniront le lundi 12 décembre. Elles adopteront un communiqué offensif (projet rédigé par la CGT) annonçant une action des 9 en début d'année sur la pension, la santé, les services publics, ... Elles préciseront les modalités d'action en se fixant l'échéance maximum de fin janvier.
- Nous demandons aux organisations syndicales de jeunes une rencontre avant la fin de l'année, afin de préciser ce qu'il est possible de faire ensemble, depuis une conférence de presse jusqu'à une action. L'objectif est de demander ensemble un meilleur partage des richesses au gouvernement qui néglige 56 % de la population (les jeunes et les retraité·e·s) au profit des entreprises : le gouvernement choisit d'enrichir les entreprises en précarisant celles et ceux qui sont hors de l'emploi.

La CNSA tient une place grandissante dans la gestion de la perte d'autonomie. Un courrier d'alerte (projet rédigé par la CGT) sera envoyé. Au-delà de ce courrier, une mobilisation originale pourra être préparée ultérieurement.

Dossier pouvoir d'achat : la qualité du document unitaire réalisé est soulignée. Il comprend tous les éléments pour mesurer la perte de pouvoir d'achat depuis plusieurs périodes. Face à la diversité des cas personnels, un chiffrage précis n'est pas possible, le document en reste à la demande de mesures prises par le gouvernement pour rattraper le pouvoir d'achat.

Solidaires ajoute un projet de chapeau et la prochaine réunion du 12 décembre adoptera le texte qui sera présenté à la presse, joint au communiqué sur l'action.

Chaque organisation le diffusera tel quel à ses équipes qui l'utiliseront comme elles le désirent.

ASH : Solidaires termine une note de 4 pages qui explique ce qu'est l'ASH à des personnes qui découvrent le sujet. La réunion du 12 décembre s'acaparera cette note et discutera de son utilisation. Une partie de cette note pourra figurer dans le courrier à la CNSA.

Rencontre avec les organisations syndicales de la santé. Nous avons rencontré l'intersyndicale santé et diffusé un communiqué commun, puis la covid a rompu le lien. Un travail commun s'avère particulièrement important en ce qui concerne les besoins dans les hôpitaux, la situation dans l'Aide à domicile et dans les EHPAD. Chaque organisation teste son secteur sur ce souhait de nouvelle rencontre, mais il faut laisser passer la période des élections professionnelles dans ce secteur. La CGT rédige une note, notamment sur l'évolution insuffisante de l'ONDAM et sur les déserts médicaux (nous revendiquons des centres de santé publics qui acceptent le tiers payant et refusent le dépassement d'honoraires).

Prochaine réunion : lundi 12 décembre à 9 h 30 dans les locaux de la FSU.